

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 23/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STVM Geoperformance

Parcelles 14, 16, 18 section ZC
25110 Baume-les-Dames

Références : UID257090/SPR/LT/AR 2024 - 0423E
Code AIOT : 0100043948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement STVM Geoperformance implanté Parcelles 14, 16, 18 section ZC 25110 Baume-les-Dames. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un signalement le 12 février 2024 de l'OFB auprès de la DREAL. L'objet du signalement porte d'une part sur des stockages de mâchefers sur une aire avec un bâtiment à usage agricole en cours de construction, d'autre part sur des dépôts de mâchefers en mélange avec de la terre visible sur une parcelle voisine à usage agricole (distant de 350 mètres vers l'Est).

Le présent rapport rend compte des constats et suites sur les parcelles n°14, 16 et 18 section ZC du plan cadastral de Baume-les-dames à usage agricole (prairies).
L'autre site fera l'objet d'un rapport séparé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STVM Geoperformance
- Parcelles 14, 16, 18, section ZC 25110 Baume-les-Dames
- Code AIOT : 0100043948
- Régime : Autorisation sans le titre requis

Environnement :

Les parcelles visées sont situées sur la commune de Baume-les-dames :

section ZC parcelles n^{os} 14, 16 et 18 situées en prairie et en partie anciennement boisée d'après les images aériennes antérieures à 2020.

Ces parcelles ont fait l'objet d'un défrichement. Ce volet défrichement ne sera pas développé dans le présent rapport. L'inspection des installations classées (ICPE) n'est pas compétente sur le Code forestier.

Ces parcelles sont classées en zone « N » (naturelle) du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune et appartiennent à la SCI du Sombeveau.

L'accès à ces parcelles est desservi par le chemin rural (public) dit de Sombeveau depuis la route départementale RD23, rue de la Fontenotte à Baume-les-dames. Ce chemin traverse les parcelles 03 et 04 section ZC où un hangar a pris place . Ce chemin se poursuit jusqu'aux présentes parcelles.

Avant-propos / définitions

Les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) sont des déchets provenant de l'extraction des matières solides en sortie de four des installations de traitement thermique des ordures ménagères relevant de la rubrique n° 2771 de la nomenclature ICPE.

En effet, après le passage des déchets dans le four, il reste ces mâchefers et des métaux, qui résistent aux très hautes températures des fours. Ces mâchefers représentent environ 15 à 20 % des déchets incinérés.

Les MIDND sont obligatoirement recueillis séparément des cendres volantes et des cendres sous chaudière.

Ces mâchefers contiennent des métaux lourds (cuivre, plomb, nickel, chrome), toxiques pour la santé humaine comme pour l'environnement. Au contact de l'eau, ces particules sont, en effet, susceptibles d'être lixiviées et de contaminer les sols, les eaux superficielles ou les nappes.

Référentiel réglementaire

Après un déferrailage, suivi d'un traitement de carbonatation naturelle (maturation), ces mâchefers peuvent toutefois être utilisés en techniques routières selon leur composition. Il existe ainsi deux catégories de mâchefers valorisables, les mâchefers pour un usage de type 1 et les mâchefers pour un usage de type 2 . Ces derniers de type 2 ont des concentrations plus faibles permettant des usages pour la construction des merlons connexes à la plateforme routière ou de plateformes d'activités économiques.

Les conditions de recyclage des MIDND en technique routière sont définies par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

La note technique du 29 mars 2016 de la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) du ministère de l'environnement précise la nature des ouvrages de travaux publics comparables (sur le critère de la maîtrise du risque de lixiviation des polluants contenus dans les mâchefers) aux ouvrages routiers.

Cette note fait par ailleurs référence au guide technique Sétra d'octobre 2012 « *acceptabilité environnementale de matériaux alternatifs en technique routière* - Les mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) ».

Si le lot de MIDND ne répond pas aux critères d'usage de type 1 et/ou 2 (donc, s'ils appartiennent à la catégorie « S ») alors ils doivent obligatoirement être dirigés vers une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dûment autorisée.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Légalité ICPE 2760-2 « installation de stockage de déchets non dangereux »	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Mesures conservatoires, mise en demeure, cessation d'activité /remise en état	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité des chantiers routiers	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°	cessation d'activité / remise en état
2	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Sans objet
4	Fiche de données environnementales	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	À réviser

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Situation irrégulière :

Des mâchefers sont enfouis sur les parcelles n°14, 16, 18 section ZC du plan cadastral de Baume-les-dames dédiées à un usage agricole, un pâturage de moutons selon les dires des propriétaires-agriculteurs.

Post-visite, l'exploitant a transmis les études préalables pour l'aménagement d'une plateforme (stockage de matériel agricole ou parc photovoltaïque), sans en justifier l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme (a minima déclaration préalable DP).

En l'absence d'un aménagement autorisé, cette activité d'enfouissement de déchets non dangereux (mâchefers) relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation.

La société STVM Geoperformance ne dispose aucunement de l'acte requis par le Code de l'environnement pour ce faire, caractérisant ainsi l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux en situation irrégulière, au sens de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

L'exploitation d'une ICPE soumise au régime de l'autorisation est un délit passible des peines listées à l'article L. 173-1 I 3° du Code de l'environnement et des mesures et sanctions administratives listées aux articles L. 171-7 et -8 du même Code.

Considérant que cette exploitation ICPE est incompatible avec le plan local d'urbanisme de la commune de Baume-les-dames, secteur en zone "N" (elle n'est donc pas régularisable), une remise en état du site est proposée par arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité des chantiers routiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article Annexe 1°
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : « CRITÈRES À RESPECTER POUR LE RECYCLAGE EN TECHNIQUE ROUTIÈRE DE MÂCHEFERS D'INCINÉRATION DE DECHETS NON DANGEREUX 1° Critères de recyclage liés à la nature de l'usage routier : Les usages autorisés sont les usages, au sein d'ouvrages routiers revêtus ou recouverts, des types 1 et 2 définis ci-après. Les usages routiers de type 1 sont les usages d'au plus trois mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus. Les usages routiers de type 2 sont les usages d'au plus six mètres de hauteur en remblai technique connexe à l'infrastructure routière ou en accotement, dès lors qu'il s'agit d'usages au sein d'ouvrages routiers recouverts. Relèvent également des usages routiers de type 2 les usages de plus de trois mètres et d'au plus six mètres de hauteur en sous-couche de chaussée ou d'accotement d'ouvrages routiers revêtus. Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %. Un ouvrage routier est réputé recouvert si les matériaux routiers qui y sont présents sont recouverts par au moins 30 centimètres de matériaux naturels ou équivalents et s'il présente en tout point de son enveloppe extérieure une pente minimum de 5 %. L'utilisation de matériaux routiers est interdite pour la réalisation de systèmes drainants. L'utilisation des matériaux dans le but de réaliser des travaux de préchargement est interdite. »
Constats : La prescription contrôlée a été complétée par la note du 29 mars 2016 de la DGPR du ministère de l'environnement. L'exploitant, la société STVM, connaît cette note car il y a fait référence dans son courriel du 5 avril 2024. Cette note vise à préciser aux DREAL la nature des ouvrages de travaux publics comparables aux ouvrages routiers pour l'examen de l'acceptabilité environnementale des matériaux alternatifs employés. Les plateformes d'activités économiques (dont des activités agricoles) sont recensées. Les mâchefers peuvent donc être utilisés sous réserve : <ul style="list-style-type: none">- du respect des critères environnementaux du point 4° de l'annexe à l'AM du 18/11/2011 ;- d'utilisation de mâchefers pour un usage de type 2 que ce soit pour des plateformes ou des merlons ;- que la plateforme soit revêtue (enrobé, béton, enduit) ;- que le merlon ait une utilité telle qu'acoustique, paysagère, thermique ou anti-déflagration. Le croisement du registre produit par STVM (voir point suivant) et des bilans trimestriels d'activité de l'UIOM de Bourgogne met en évidence que des lots de mâchefers pour un usage de type 1 ont été déposés sur le présent site, à savoir les lots de janvier, février, mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre 2023 ; seuls les lots de mars et avril 2023 ont un usage de type 2. Le prestataire a indiqué que la plateforme sur les parcelles 14, 16 et 18 section ZC comportait une hauteur de 30 cm de terres recouvrant les mâchefers. L'inspection a pu observer <u>en surface</u> des résidus de mâchefers, mais aussi des métaux distants de plus de 50 mètres les uns des autres.

<p>Ici, s'agissant d'un site recouvert de terres, le site est assimilable à un merlon. Toutefois, la pente de 5 % n'a pas été démontrée. De plus, son utilité ne répond pas à la note de mars 2016 susvisée : aucune vocation acoustique ou paysagère sur un site désormais nivelé, et qui n'est connexe à aucune infrastructure routière. Ont par ailleurs été utilisés des mâchefers pour un usage de type 1 sur une hauteur pouvant atteindre 5 m selon la fiche de données environnementales (FDE) produite par l'exploitant dans sa version de novembre 2022 (voir ci-après).</p> <p>Quand bien même une plateforme économique serait aménagée, aucune autorisation au titre du Code de l'urbanisme n'a été présentée, que ce soit en lien avec l'activité agricole ou le projet de parc photovoltaïque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Remise en état, voir points suivants</p>
<p>Type de suites proposées : sans suites</p>
<p>Proposition de suites : -</p>
<p>Proposition de délais :-</p>

N° 2 : Registre déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> — le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; — le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; — le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; — le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; — la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; — la quantité de matériau routier quittant l'installation ; — la date de sortie de l'installation ; — l'usage routier effectif ; — le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 27 mars 2024, la société STVM a communiqué son registre dans lequel apparaît clairement que des mâchefers en provenance de l'unité d'incinération des ordures ménagères de Bourogne-Morvillars ont alimenté le présent site de Baume-les-dames.</p>

Le registre mentionne entre mars et décembre 2023 inclus pour la colonne portant la mention chantier "*plateforme logistique ferme solaire*" plus de 10 600 tonnes de mâchefers.
Le transporteur désigné est "*Transport FAIVRE*" installé à Valdahon (25).

Le numéro de SIRET "45217755300016" du maître d'œuvre correspond à la société financière VERMOT dont le siège social, président et directeur général sont identiques à la société STVM Geoperformance.

Les coordonnées géographiques reportées sur ce registre correspondent bien aux présentes parcelles : 47°21'56.9"N ; 6°19'59.7"E.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Légalité ICPE 2760-2 « installation de stockage de déchets non dangereux »

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique 2760 :

« *Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720 :*

2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :

a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/CE, et non soumise à la rubrique 3540enregistrement

b) Autres installations que celles mentionnées au aautorisation

Le point r) de la directive susvisée dispose :

« *r) implantation isolée, une zone:*

- ne comptant pas plus de 500 habitants par municipalité ou par implantation et pas plus de cinq habitants par kilomètre carré

et

- dont la distance jusqu'à l'agglomération urbaine la plus proche comptant au moins 250 habitants par kilomètre carré n'est pas inférieure à 50 km ou qui ne dispose que d'un accès routier malaisé vers les plus proches de ces agglomérations en raison de l'âpreté des conditions météorologiques pendant une partie significative de l'année.

Rubrique 3540 :

« *Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3 :*

1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes

2. Autres installations que celles classées au titre du 1 lorsqu'elles reçoivent plus de 10 tonnes de déchets par jour »

Constats :

L'image aérienne de 2023 fait apparaître un tas de matériau de couleur grise, d'une surface au sol au pied d'environ 3500 m² (mesure faite sur l'outil GoogleMaps voir annexe I). Ce tas de matériaux est localisé au niveau des parcelles 14, 16 et 18 section ZC du plan cadastral de la commune.

Ces parcelles se situent en zone naturelle "N" du plan local d'urbanisme en vigueur de la commune de Baume-les-dames.

Les interlocuteurs ont confirmé que les matériaux visibles sur l'image aérienne étaient des mâchefers.

Ce tas de mâchefers n'est désormais plus visible en tant que tel mais à l'état de résidus en

mélange avec de la terre. En effet, ces déchets ont été enfouis puis recouverts de terre végétale. Des métaux sont par ailleurs encore visibles en surface.

Comme vu précédemment, ce type de pratique ne répond pas à un aménagement pour une valorisation à usage routier à plusieurs titres :

- mâchefers pour grande partie ayant des concentrations en polluants et un comportement à la lixiviation les réservant à un usage de type 1 (impliquant des précautions maximales pour la limitation du risque d'entraînement de polluants par lixiviation) ;
- demande d'urbanisme non déposée, et de fait non accordée ;
- pente de 5% minimum non démontrée si aménagement de type merlon quand bien même l'ouvrage serait connexe à une infrastructure routière.

Cet enfouissement de déchets in fine est réalisé sur une prairie où des moutons pâtureront. Le risque toxique pour les animaux voire de contamination de la chaîne alimentaire n'a pas été évalué.

L'inspection ICPE a interrogé la DDT25 à propos de ce projet de parc photovoltaïque de plusieurs hectares. Une autorisation de permis de construire (PC) n'a pas encore été accordée, ni même un dossier déposé. Les interlocuteurs n'ont jamais apporté, post-inspection, d'éléments attestant l'existence d'un tel projet à l'appui de justificatifs.

Aussi, l'adéquation n'est pas établie entre, d'une part, les déchets constatés et les conditions de leur mise en œuvre et, d'autre part, des travaux de valorisation. De tels travaux d'aménagement ne sauraient permettre une valorisation en technique routière, et relèvent donc de la mise en décharge de déchets.

Situation irrégulière :

L'exploitant ne dispose d'aucune autorisation au titre de la législation des installations classées pour ce type d'activité qui relève des rubriques :

- 2760-2 "*installation de stockage de déchets non dangereux*" soumise ici à autorisation (la commune de Baume-les-dames compte 4984 habitants (source INSEE2020), une densité de 201 habitants/km²) ;
- 3540-2 "*installation de stockage de déchets ...*" : en effet le registre mentionne entre 3 et 9 livraisons individuellement de 30 tonnes sur ce site reçues par jour soit entre 90 et 270 t/j de MIDND.

L'exploitation, sans le titre requis, est donc irrégulière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que les parcelles sont situées en zone "N" du PLU en vigueur, la régularisation par le dépôt d'un dossier n'est pas possible car incompatible avec le règlement du PLU n'autorisant pas d'ICPE dans ce type de zone.

Aussi, l'exploitant doit remettre en état le présent site ayant fait l'objet d'un enfouissement de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires, Mise en demeure

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Fiche de données environnementales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : <i>« Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant : — les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; — les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier. Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4. »</i>
Constats : L'exploitant avait montré à l'inspection lors de la visite du 22 mars 2024 la fiche de données environnementales (FDE) dans sa version du 6 juillet 2023 qui correspondait à un projet de plateforme pour le projet de parc photovoltaïque. Par courriel du 5 avril 2024, l'exploitant a transmis deux fiches pour les parcelles 14, 16 et 18 section ZC du plan cadastral de Baume-les-dames. L'exploitant précise dans son courriel du 5 avril 2024 : <i>« L'étude préalable concernant le parc solaire a été rédigée en deux temps : - Une première étude concernait une plateforme agricole de stockage : datant de Novembre 2022 - Dans un second temps est venu se greffer un parc dit « agrivoltaïque » avec maintien d'une activité d'élevage ovin. »</i> Les analyses des lots, pour un volume estimé entre 8000 et 12000 tonnes de MIDND, ne sont pas annexées à l'étude. L'utilisation de mâchefers est prévue pour un usage : - de type 1 pour la plateforme et type 2 pour l'aménagement des abords et talus dans la fiche du 10 novembre 2022 ; - de type 2 selon disponibilité du producteur pour l'aménagement en projet photovoltaïque dans la fiche de juillet 2023. En dernière page de la fiche dans sa version du 10 novembre 2022, les caractéristiques de l'ouvrage sont 65x50m (soit 3250 m2) pour une épaisseur de 40 à 450 cm. Le respect des critères liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier est traité dans l'étude. La démonstration de la conformité illustrant l'absence d'affleurements karstiques appelle des observations de l'inspection. En effet, l'étude utilise un forage de la banque du sous-sol publié par le BRGM situé au niveau de la SCEA du canal soit à plus de 550 mètres des parcelles susvisées (n°14/16/18 section ZC du plan cadastral). Or, ce sondage ne se situe pas dans la même structure géologique. En effet, la parcelle 16 se trouve clairement dans le Bajocien inférieur et moyen : calcaires à entroques, calcaires à polypiers. L'épaisseur des marnes au droit de l'enfouissement des mâchefers est donc à minorer par rapport au sondage utilisé, d'autant plus au niveau de la parcelle 16 partiellement au droit d'anciens boisements (d'où le karst probablement très proche). La méthodologie de l'exploitant concluant à la conformité et l'absence de karst est à réviser. Dans de tels cas de figure, des sondages à la tarière auraient dû être menés sur les 30 premiers centimètres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que la fiche de données environnementale soit à revoir, considérant la remise en état du site à réaliser par l'exploitant, il n'est pas demandé sa révision.

Type de suites proposées : Sans suite

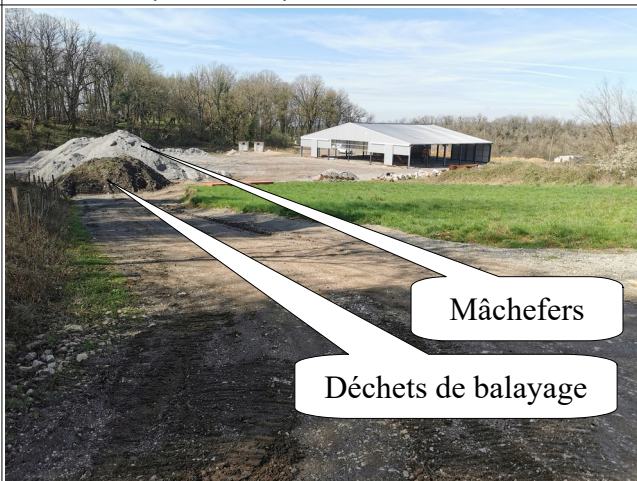
Annexe I planche photographique



Sol prairie en présence de métaux



Secteur prairie après nivellement avec mâchefers encore en surface



Plateforme agricole inférieure dont hangar (parcelles 03 et 04), mâchefers et déchets de balayage en attente

- Image aérienne 2023, source GoogleMaps : hangar non construit, installations de traitement de mâchefers sur site parcelles 03 et 04 section ZC, mâchefers sur les parcelles 14, 16 et 18 section ZC en quantité.

